

Situation Mensuelle de l'Etat



Juin 2020



Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé)	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -124,878 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin juin 2020 s'élève à -124,878 Md€ contre -84,919 Md€ à fin juin 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (-39,959 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 23,574 Md€, une baisse des recettes nettes de 11,199 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 5,187 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R&D) : 198,529 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,333 Md€, essentiellement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,866 Md€), du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (1,926 Md€), du programme « Enseignement privé du premier et du second degrés » (0,655 Md€) et du programme « Vie de l'élève » (0,594 Md€) ;

► **Mission Plan d'urgence face à la crise sanitaire** : 5,417 Md€, au titre du programme « Prise en charge du dispositif exceptionnel de chômage partiel » (4,000 Md€) et du programme « Fonds de solidarité pour les entreprises » (1,417 Md€) ;

► **Mission Défense** : 2,965 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (1,664 Md€), du programme « Préparation et emploi des forces » (0,730 Md€) et du programme « Equipement des forces » (0,513 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,958 Md€, principalement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,475 Md€) et du programme « Handicap et dépendance » (1,212 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin juin 2020 s'élèvent à 198,529 Md€ contre 174,955 Md€ à fin juin 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (+23,574 Md€) résulte principalement de la hausse des dépenses d'intervention à hauteur de 21,310 Md€ (montant principalement lié aux mesures prises pour faire face à l'épidémie de COVID-19, dont la mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » pour 18,418 Md€ et le financement d'une

► **Mission Travail et emploi** : 2,712 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (2,217 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 2,585 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (2,256 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,810 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,955 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,802 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 1,027 Md€, principalement au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (0,545 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,021 Md€, montant réparti sur les divers programmes composant la mission.

aide exceptionnelle de solidarité pour 0,880 Md€, ainsi qu'à l'augmentation des versements relatifs à la prime d'activité et au RSA pour 1,505 Md€), des dépenses de fonctionnement pour 1,353 Md€ (principalement au titre des missions « Investissements d'avenir », « Défense » et « Santé ») et des dépenses d'investissement pour 0,727 Md€ (essentiellement au titre de la mission « Défense » pour 0,986 Md€).

Recettes du budget général (nettes de R&D) : 97,241 Md€

Les principales recettes du mois

► **IS net** : 9,971 Md€ ;

► **TVA nette** : 8,856 Md€ ;

► **IR net** : 5,973 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,432 Md€, dont 1,277 Md€ de droits de mutations à titre gratuit et 0,491 Md€ d'autres taxes intérieures (essentiellement la TICFE) ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,240 Md€, principalement au titre des prélèvements de solidarité ainsi que des retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes ;

► **Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** : 0,965 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,690 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -5,949 Md€, principalement au titre de la dotation globale de fonctionnement - DGF (-4,367 Md€), de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale (-0,634 Md€) et du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée - FCTVA (-0,530 Md€).



Recettes fiscales (nettes de R&D) : 120,799 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin juin 2020 s'élèvent à 120,799 Md€ contre 130,098 Md€ à fin juin 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (-9,299 Md€) s'explique essentiellement par des diminutions de recettes de TVA nette pour 9,951 Md€ (écart lié à des recettes brutes inférieures de 4,109 Md€ et à des R&D supérieurs de 5,842 Md€ à ceux de 2019), de TICPE pour 2,291 Md€, de droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 1,856 Md€ (principalement au titre des mutations à titre gratuit et de la TICFE) et d'autres impôts directs

et taxes assimilées pour 1,454 Md€ (principalement au titre des retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes pour 1,327 Md€).

Ces baisses sont partiellement compensées par une augmentation des recettes d'IS net de 3,783 Md€ (écart lié à des recettes brutes supérieures de 0,617 Md€ et à des R&D inférieurs de 3,167 Md€ à ceux de 2019) et d'IR net de 2,272 Md€ (en raison des recettes du circuit « PAS Collecteur », recouvrées dès janvier en 2020 alors qu'elles l'étaient à compter de février pour 2019, année de mise en œuvre du PAS).

Recettes non fiscales : 4,985 Md€

Les recettes non fiscales à fin juin 2020 s'élèvent à 4,985 Md€ contre 7,453 Md€ à fin juin 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (-2,468 Md€) s'explique principalement par une diminution des dividendes et recettes assimilées pour 4,595 Md€ (principalement au titre du versement du dividende de la Banque de

France pour 3,105 Md€ le 03 juin en 2019).

Cette baisse est partiellement compensée par une hausse des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour 2,101 Md€ (essentiellement au titre de l'encaissement de l'amende de 2,083 Md€ versée par la société AIRBUS SE dans le cadre de la convention judiciaire d'intérêt public du 07 février 2020).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -32,025 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin juin 2020 s'élèvent à -32,025 Md€ contre -30,198 Md€ à fin juin 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,827 Md€) s'explique principalement par une hausse des prélèvements sur

les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales pour 1,372 Md€ (notamment au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale supérieure de 0,545 Md€ à celle de 2019).

Fonds de concours : 3,483 Md€

Les fonds de concours à fin juin 2020 s'élèvent à 3,483 Md€ contre 1,086 Md€ à fin juin 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (+2,397 Md€) s'explique

essentiellement par le financement du Plan d'urgence face à la crise sanitaire et du plan d'investissement dans les compétences.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -23,591 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,924 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 12,897 Md€ (principalement au titre des échéances de CVAE pour 6,541 Md€, de CFE pour 3,231 Md€, de TF pour 1,163 Md€ et de TH pour 0,638 Md€) ;

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 0,582 Md€ (principalement au titre des intérêts des OAT à taux fixe pour 0,444 Md€) et des recettes pour 0,586 Md€ (principalement au titre d'abondements par le BG pour 0,467 Md€).

Le solde des comptes spéciaux à fin juin 2020 s'élève à -23,591 Md€ contre -18,404 Md€ à fin juin 2019 à périmètre constant.

Cette évolution (-5,187 Md€) s'explique essentiellement par une diminution du solde des comptes de concours financiers de 4,696 Md€

(principalement en raison d'une baisse de 4,120 Md€ du solde du compte « Avances aux collectivités territoriales » liée à des dépenses supérieures à celles de 2019 ainsi qu'à des recettes de TH, de CVAE et à un remboursement d'avances de TICPE revenant aux départements plus faibles qu'en 2019).

Dettes financières de l'Etat au 30 juin : 2 012,444 Md€

La dette financière est en augmentation de 182,844 Md€ depuis le début de l'année 2020.

Les principaux flux nets positifs concernent les OAT (émissions nettes de remboursements de 95,860 Md€)

et la reprise de la dette SNCF intervenue en janvier pour 25,000 Md€.

Le montant net des BTF a augmenté de 62,570 Md€.



	Mois	Cumul à fin juin		Renvoi Page
	Jun	2020	2019 retraité 2019 exécuté	
unité : million d'€				
DONNEES BUDGETAIRES				
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-7 027	-124 878	-84 919 -77 338	5
Dépenses du budget général (nettes de R&D)	33 007	198 529	174 955 174 173	6
Recettes du budget général (nettes de R&D)	22 070	97 241	108 440 113 563	10
Principales recettes fiscales (nettes de R&D)				
- IR	5 973	34 641	32 369 32 369	
- IS *	9 971	15 630	11 847 11 847	
- TVA	8 856	49 417	59 368 64 932	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	3 910	-23 591	-18 404 -16 728	15
DONNEES PATRIMONIALES				
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	2 797	139 852		16
Dette financière de l'Etat	50 424	2 012 444		17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin juin			
	unité : million d'€	Juin	2020	2019 retraité	2019 exécuté
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics		0	994	993	991
Dépenses de personnel		11 072	66 546	66 376	66 401
Dépenses de fonctionnement		3 354	27 686	26 333	26 381
Charges de la dette de l'Etat		469	20 495	20 648	20 648
Dépenses d'investissement		537	7 180	6 453	6 206
Dépenses d'intervention		17 340	74 569	53 259	52 651
Dépenses d'opérations financières		236	1 059	894	894
Total des dépenses (nettes de R&D) (I)		33 007	198 529	174 955	174 173
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales		28 926	120 799	130 098	135 188
Recettes non fiscales		383	4 985	7 453	7 500
Prélèvements sur recettes		-7 638	-32 025	-30 198	-30 212
Fonds de concours		399	3 483	1 086	1 086
Total des recettes (nettes de R&D) (II)		22 070	97 241	108 440	113 563
Total des recettes (nettes de R&D, hors prélèvements sur recettes)		29 708	129 266	138 638	143 774
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)		-10 937	-101 287	-66 515	-60 610
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale		-7	3 236	3 481	5 158
Solde des comptes de concours financiers		3 911	-27 097	-22 401	-22 401
Solde des comptes de commerce		-1	302	487	487
Solde des comptes d'opérations monétaires		498	682	-263	-263
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)		3 910	-23 591	-18 404	-16 728
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)		-7 027	-124 878	-84 919	-77 338



	Mois	Cumul à fin juin		
	unité : million d'€	Mois	2020	2019 retraité
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 072	66 546	66 376	66 401
Rémunérations d'activité	6 474	38 171	38 095	38 097
Cotisations et contributions sociales	4 521	28 008	27 904	27 928
Prestations sociales et allocations diverses	76	367	377	376
AUTRES TITRES	21 935	131 982	108 579	107 772
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	994	993	991
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	3 354	27 686	26 333	26 381
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 131	12 883	11 588	11 563
Subventions pour charges de service public	1 223	14 803	14 745	14 818
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	469	20 495	20 648	20 648
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	469	20 495	20 648	20 648
Titre 5 - Dépenses d'investissement	537	7 180	6 453	6 206
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	427	5 210	4 798	4 606
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	110	1 970	1 654	1 600
Titre 6 - Dépenses d'intervention	17 340	74 569	53 259	52 651
Transferts aux ménages	6 341	30 453	29 817	28 958
Transferts aux entreprises	8 161	27 239	7 866	8 186
Transferts aux collectivités territoriales	1 076	4 799	4 397	4 386
Transferts aux autres collectivités	1 762	12 068	11 163	11 106
Appels en garantie	0	10	15	15
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	236	1 059	894	894
Prêts et avances	34	241	118	118
Dotations en fonds propres	42	222	209	209
Dépenses de participations financières	160	595	567	567
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	33 007	198 529	174 955	174 173



	Mois de juin		Cumul à fin juin 2020		Cumul à fin juin 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES	4	3	30	29	16
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants	2	1	9	7	2
Fonds pour la transformation de l'action publique	2	2	19	20	12
Fonds d'accompagnement interministériel Ressources humaines	0	0	0	0	0
Fonds pour l'accélération du financement des start-up d'Etat	0	0	3	2	2
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	166	164	1 541	1 332	1 333
Action de la France en Europe et dans le monde	91	120	883	785	761
Diplomatie culturelle et d'influence	13	21	435	379	394
Français à l'étranger et affaires consulaires	62	23	223	168	178
Présidence française du G7 ⁽³⁾	0	0	0	0	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	329	332	1 925	1 828	1 615
Administration territoriale de l'Etat ⁽²⁾	180	179	1 050	1 004	818
Vie politique, culturelle et associative	9	8	136	134	84
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	140	145	738	690	712
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	156	184	1 417	1 182	1 283
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	66	83	878	665	750
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	41	53	252	233	239
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	49	48	288	283	293
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	2 285	273	4 764	1 615	1 544
Aide économique et financière au développement	2 151	164	3 518	709	665
Solidarité à l'égard des pays en développement	134	108	1 245	905	879
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	6	34	1 668	1 589	1 687
Liens entre la Nation et son armée	3	1	17	9	14
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	3	33	1 564	1 494	1 612
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	86	86	61
COHESION DES TERRITOIRES	408	2 585	13 739	9 030	9 606
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	171	190	1 116	986	813
Aide à l'accès au logement	0	2 256	11 970	7 580	8 324
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	74	26	291	186	202
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	43	21	76	79	83
Interventions territoriales de l'Etat	14	1	37	19	26
Politique de la ville	104	91	249	179	159
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	49	52	379	344	345
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	32	35	226	199	196
Conseil économique, social et environnemental	0	0	41	41	42
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	17	112	104	107
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	330	321	1 846	1 385	1 241
Patrimoines	91	109	546	412	402
Création	71	106	681	474	359
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	168	106	620	500	481
DEFENSE	2 935	2 965	21 353	24 401	23 038
Environnement et prospective de la politique de défense	132	58	948	802	799
Préparation et emploi des forces	902	730	6 532	4 979	4 879
Soutien de la politique de la défense	1 647	1 664	11 274	11 033	10 951
Equiperment des forces	254	513	2 599	7 587	6 409
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	90	52	391	338	577
Coordination du travail gouvernemental	84	47	332	281	282
Protection des droits et libertés	5	5	58	57	56
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées ⁽³⁾	0	0	0	0	239



	Mois de juin		Cumul à fin juin 2020		Cumul à fin juin 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€					
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	600	1 021	10 883	7 193	7 105
Infrastructures et services de transports	203	291	3 382	2 217	2 103
Affaires maritimes	20	28	111	93	82
Paysages, eau et biodiversité	22	24	119	102	65
Expertise, économie sociale et solidaire, information géographique et météorologie	4	4	440	300	250
Prévention des risques	11	159	661	376	385
Energie, climat et après-mines	83	50	2 042	1 120	1 340
Service public de l'énergie	0	201	2 482	1 380	1 329
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	223	229	1 569	1 527	1 551
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat ⁽¹⁾	35	35	78	78	0
ECONOMIE	151	354	1 588	1 403	910
Développement des entreprises et régulations	102	308	1 053	878	360
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	35	33	227	218	230
Stratégie économique et fiscale	14	13	308	307	320
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	433	433	20 451	20 531	20 780
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	433	433	20 415	20 415	20 648
Appels en garantie de l'Etat	0	0	10	10	15
Epargne	0	0	26	26	36
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	80
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 398	6 333	38 247	37 977	37 310
Enseignement scolaire public du premier degré	1 928	1 926	11 488	11 485	11 239
Enseignement scolaire public du second degré	2 869	2 866	16 868	16 862	16 775
Vie de l'élève	600	594	3 792	3 743	3 383
Enseignement privé du premier et du second degrés	745	655	4 185	4 073	4 119
Soutien de la politique de l'éducation nationale	169	201	1 119	1 024	1 029
Enseignement technique agricole	87	91	794	791	765
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	835	831	5 224	5 000	5 158
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	618	608	3 798	3 700	3 853
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	86	64	506	438	448
Facilitation et sécurisation des échanges	128	139	775	760	744
Fonction publique	2	20	144	101	113
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	79	57	893	818	788
Immigration et asile	61	38	700	645	674
Intégration et accès à la nationalité française	18	18	193	173	114
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	-258	100	-68	1 502	825
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	-138	0	52	297	173
Valorisation de la recherche	0	100	0	550	313
Accélération de la modernisation des entreprises	-120	0	-120	655	339
JUSTICE	833	679	4 888	4 423	4 490
Justice judiciaire	429	290	2 086	1 728	1 730
Administration pénitentiaire	302	283	1 736	1 801	1 718
Protection judiciaire de la jeunesse	62	72	493	412	403
Accès au droit et à la justice	4	5	283	282	452
Conduite et pilotage de la politique de la justice	36	29	288	197	185
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	4	2	2
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	36	12	459	260	342
Presse et médias	29	4	201	162	177
Livre et industries culturelles	7	8	257	98	165
OUTRE-MER	47	632	1 588	1 341	1 430
Emploi outre-mer	18	583	1 372	1 140	1 305
Conditions de vie outre-mer	29	49	216	201	125



unité : million d'€	Mois de juin		Cumul à fin juin 2020		Cumul à fin juin 2019 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE ⁽⁴⁾	5 417	5 417	18 419	18 418	0
Prise en charge du dispositif exceptionnel de chômage partiel ⁽⁴⁾	4 000	4 000	13 500	13 500	0
Fonds de solidarité pour les entreprises ⁽⁴⁾	1 417	1 417	4 919	4 918	0
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat ⁽⁵⁾	0	0	0	0	0
POUVOIRS PUBLICS	0	0	994	994	993
Présidence de la République	0	0	105	105	105
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	13	13	12
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	695	1 027	26 049	14 697	14 693
Formations supérieures et recherche universitaire	140	83	13 146	6 731	6 672
Vie étudiante	25	138	1 824	1 617	1 539
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	92	545	6 723	3 335	3 438
Recherche spatiale	0	0	1 938	1 417	1 335
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	207	17	1 411	834	1 026
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	113	189	546	477	401
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	149	52	58
Recherche culturelle et culture scientifique	98	33	101	35	37
Enseignement supérieur et recherche agricoles	19	22	211	199	187
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	31	543	5 665	3 550	3 509
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	31	371	3 794	2 370	2 311
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	70	754	482	421
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	102	1 117	698	776
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	460	452	2 218	2 195	1 997
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	461	449	2 097	2 055	1 834
Concours spécifiques et administration	-1	3	121	140	163
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	11 476	11 494	67 493	67 481	64 944
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	11 082	11 100	64 979	64 967	62 305
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	394	394	2 514	2 514	2 638
SANTE	148	494	1 448	1 103	844
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	78	100	567	384	63
Protection maladie	70	394	881	719	782
SECURITES	1 702	1 810	10 346	10 073	10 085
Police nationale	936	955	5 296	5 343	5 277
Gendarmerie nationale	739	802	4 801	4 456	4 528
Sécurité et éducation routières	3	2	17	13	13
Sécurité civile	24	51	232	260	267
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	201	2 958	26 075	15 552	13 359
Inclusion sociale et protection des personnes	129	1 475	12 638	7 947	5 695
Handicap et dépendance	1	1 212	12 461	6 796	6 956
Egalité entre les femmes et les hommes	7	7	19	17	10
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	64	264	958	792	698
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	25	178	1 183	701	667
Sport	17	94	317	256	220
Jeunesse et vie associative	9	84	558	401	404
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	307	44	43
TRAVAIL ET EMPLOI	2 573	2 712	8 539	7 725	7 386
Accès et retour à l'emploi	302	434	3 654	3 024	3 318
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	2 211	2 217	4 510	4 322	3 692
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	4	8	37	59	52
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	57	53	338	320	324
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	38 639	44 501	301 636	266 010	239 899
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	27 163	33 007	234 142	198 529	174 955

⁽¹⁾ Création en LFI 2020

⁽²⁾ Changement de libellé en LFI 2020

⁽³⁾ Suppression en LFI 2020

⁽⁴⁾ Création en LFR du 23/03/2020

⁽⁵⁾ Création en LFR du 25/04/2020



	Mois		Cumul à fin juin	
	Mois	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€	Mois	2020	2019 retraité	2019 exécuté
Impôt sur le Revenu (A)	6 381	41 222	38 777	38 777
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	223	872	1 027	1 027
Impôt sur les sociétés (C)	15 710	34 314	33 655	33 655
Impôt sur les sociétés	15 362	33 538	32 921	32 921
Contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés	348	777	734	734
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 240	6 310	7 764	7 764
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	47	392	439	439
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	399	1 750	3 077	3 077
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	32	285	338	338
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	4	138	139	139
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	8	8
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	5	20	20
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	78	20	20
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	5	34	57	57
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	161	162	171	171
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	1	1
Prélèvements de solidarité	464	3 033	3 176	3 176
Taxe sur les services numériques	7	83	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	1	1
Recettes diverses	118	349	317	317
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	965	3 584	5 875	5 398
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	13 470	85 965	90 074	95 638
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 432	16 013	17 869	17 871
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	35	214	255	255
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	21	99	92	92
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	0	13	6	6



	Mois		Cumul à fin juin		
	unité : million d'€	Juin	2020	2019 retraité	2019 exécuté
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)		174	998	1 368	1 368
Mutations à titre gratuit par décès		1 103	4 969	5 453	5 453
Contribution de sécurité immobilière		68	338	367	367
Autres conventions et actes civils		29	154	212	212
Actes judiciaires et extrajudiciaires		0	0	0	0
Taxe de publicité foncière		48	212	268	268
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès		20	156	120	98
Taxe additionnelle au droit de bail		0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités		9	45	88	88
Timbre unique		17	91	148	148
Taxe sur les véhicules de société		0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension		0	0	0	0
Permis de chasser		0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules ⁽¹⁾		33	245	0	0
Droits d'importation		0	0	0	0
Autres taxes intérieures		491	5 283	5 784	5 784
Autres droits et recettes accessoires		1	3	3	3
Amendes et confiscations		2	13	28	28
Taxe générale sur les activités polluantes		82	159	309	309
Cotisation à la production sur les sucres		0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs		0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs		1	23	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent		0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers		1	89	91	91
Autres droits et recettes à différents titres		0	0	1	1
Taxe sur les achats de viande		0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée		0	10	25	25
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage		4	25	26	26
Taxe sur certaines dépenses de publicité		1	21	22	22
Taxe de l'aviation civile		0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base		0	574	575	575
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées		1	23	24	24
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)		139	808	1 056	1 056
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos		4	127	375	375
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques		8	103	188	188
Prélèvement sur les paris sportifs		30	212	263	263
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne		12	52	32	32
Redevance sur les paris hippiques en ligne		0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières		74	778	523	523
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)		0	0	0	0
Autres taxes		23	177	165	190
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)		40 420	188 280	195 042	200 131
TOTAL GENERAL (net de R&D)		28 926	120 799	130 098	135 188

⁽¹⁾ Création en LFI 2020



	Mois		Cumul à fin juin	
	Mois	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€.	Mois	2020	2019 retraité	2019 exécuté
Dividendes et recettes assimilées (A)	160	250	4 845	4 845
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	1	1	3 531	3 531
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	86	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	159	163	1 297	1 297
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	17	17
Produits du domaine de l'Etat (B)	26	818	392	439
Revenus du domaine public non militaire	14	97	80	80
Autres revenus du domaine public	0	1	2	2
Revenus du domaine privé	2	195	212	212
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	10	144	93	93
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	47
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	380	0	0
Autres revenus du Domaine	0	1	4	4
Produits de la vente de biens et services (C)	91	565	608	608
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	26	129	149	149
Autres frais d'assiette et de recouvrement	63	429	452	452
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	3	4	4
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	1	2	2
Autres recettes diverses	1	3	2	2
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	6	111	229	229
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	1	20	35	35
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	24	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	1	1	1
Intérêts des autres prêts et avances	4	41	28	28
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	1	21	108	108
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	0	3	56	56



	Mois		Cumul à fin juin	
	Mois	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€	Mois	2020	2019 retraité	2019 exécuté
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	36	2 715	614	614
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	0	291	199	199
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	39	112	112
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	0	2	4	4
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	34	2 328	242	242
Frais de poursuite	0	4	6	6
Frais de justice et d'instance	0	3	5	5
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	2	1	1
Divers (F)	64	526	765	765
Reversements de Natixis	0	0	35	35
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	1	86	100	100
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	14	44	95	95
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	0	3	3	3
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	4	5	5
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	3	4	4
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	2	4	4
Récupération d'indus	1	5	104	104
Recouvrements après admission en non-valeur	10	51	60	60
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	4	13	15	15
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	15	16	16
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	18	162	200	200
Produits divers	1	12	22	22
Autres produits divers	12	124	102	102
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	383	4 985	7 453	7 500



	Mois	Cumul à fin juin		
	Jun	2020	2019 retraité	2019 exécuté
unité : million d'€				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-5 949	-19 068	-17 696	-17 710
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-4 367	-14 601	-14 559	-14 608
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-2	-3	-3
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	1	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-530	-1 694	-1 377	-1 377
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-634	-670	-125	-125
Dotations élu local	0	0	10	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-245	-1 480	-1 515	-1 515
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-119	-129	-29	-29
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-1	-1	0	0
Dotations de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-89	-54	-54
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-22	-239	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage ⁽¹⁾	-13	-119	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française ⁽¹⁾	-8	-45	-45	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 690	-12 957	-12 502	-12 502
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-7 638	-32 025	-30 198	-30 212
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	342	3 330	972	972
Fonds de concours - coopération internationale	57	153	114	114
TOTAL FONDS DE CONCOURS	399	3 483	1 086	1 086

⁽¹⁾ Création en LFI 2020



	Mois de juin		Cumul à fin juin					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2020	2019 exécuté	2020	2019 exécuté	2020	2019 exécuté
	unité : million d'€							
Comptes d'affectation spéciale	5 513	5 505	33 388	33 178	36 625	38 336	3 236	5 158
Aides à l'acquisition de véhicules propres ⁽¹⁾	0	0	0	174	0	247	0	73
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	51	88	133	154	520	761	387	606
Développement agricole et rural	13	5	18	8	112	117	93	109
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	19	31	108	157	186	189	78	33
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	1 604	0	1 604
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	17	23	211	131	133	574	-78	442
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	117	0	117
Participations financières de l'Etat	202	111	984	462	1 724	247	741	-215
Pensions	4 710	4 747	28 901	28 709	30 302	30 253	1 401	1 544
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	1	0	71	117	70	117
Transition énergétique	500	500	3 032	3 382	3 577	4 110	545	728
Comptes de concours financiers	9 618	13 529	57 209	55 792	30 112	33 391	-27 097	-22 401
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	500	1 606	1 531	1 160	910	-446	-621
Avances à l'audiovisuel public	316	119	1 895	1 930	806	1 081	-1 089	-848
Avances aux collectivités territoriales	8 924	12 897	52 998	52 112	27 997	31 231	-25 001	-20 881
Prêts à des Etats étrangers	341	13	398	92	133	168	-265	76
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	38	0	312	127	15	0	-297	-127
Comptes de commerce	1 151	1 150	23 128	23 014	23 429	23 501	302	487
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	34	17	274	356	401	354	127	-1
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	13	16	79	81	81	82	3	2
Couverture des risques financiers de l'Etat	426	426	977	567	977	567	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	90	57	197	169	227	282	30	113
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	582	586	21 403	21 621	21 403	21 618	0	-3
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	5	1	1	9	0	9	-1
Opérations commerciales des domaines	3	13	21	24	33	36	12	11
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	3	2	10	12	10	8	-1	-4
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	0	28	167	183	289	554	122	371
Comptes d'opérations monétaires	534	1 031	1 240	1 178	1 922	915	682	-263
Emission des monnaies métalliques	1	12	63	73	31	100	-32	28
Opérations avec le Fonds Monétaire International	530	1 019	1 174	1 103	1 888	812	714	-291
Pertes et bénéfices de change	3	0	3	2	2	2	0	0
TOTAL COMPTES SPECIAUX	16 816	21 215	114 965	113 162	92 088	96 143	-22 877	-17 019
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	16 286	20 196	113 791	112 058	90 200	95 331	-23 591	-16 728

(1) Suppression en LFI 2020



		unité : million d'€	Solde au 31/12/2019	Flux nets de l'année	Solde à fin juin 2020
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance		302	44	346
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	10	1	11
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	298	39	337
	Total organismes à caractère financier		610	84	694
	CEPL	Régions	3 177	908	4 085
		Départements	7 387	-837	6 550
		Communes	25 264	-302	24 961
		HLM	237	-63	174
		Autres	25 492	-857	24 635
	Total CEPL		61 558	-1 152	60 406
	Etablissements publics de santé		5 578	1 129	6 707
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	16 578	6 648	23 225
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	6 287	5 310	11 597
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 810	171	3 981
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 490	-154	1 336
	Total établissements publics nationaux		28 165	11 975	40 139
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger		15 455	-218	15 237
	Union européenne		3 281	-1 441	1 841
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Fonds et Fondations	70	-3	68
GIP		841	363	1 204	
EPL		2 522	1 150	3 673	
Autres correspondants		10 275	-420	9 854	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	46	-46	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés		13 755	1 044	14 799	
Total Dépôts de fonds du Trésor		128 402	11 421	139 823	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	21	9	29	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	Total Comptes à terme	21	9	29	
Total Passif (A)		128 422	11 429	139 852	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		1	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		128 422	11 430	139 852	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2019	Flux nets de l'année	Solde à fin juin 2020
Titres négociables (A)	1 822 823	158 430	1 981 254
Titres négociables à moyen et long terme	1 715 890	95 860	1 811 751
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 715 890	95 860	1 811 751
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 489 494	86 586	1 576 080
- <i>taux variable</i>	200 264	9 350	209 614
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	106 933	62 570	169 503
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	106 933	62 570	169 503
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	6 776	24 414	31 190
TOTAL (A+B+C)	1 829 600	182 844	2 012 444



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2019 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2019 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2020.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dette financière de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

NB : La reprise de la dette SNCF, intervenue en janvier à hauteur de 25 Md€, est intégrée au sein des situations mensuelles à compter du mois de mars 2020.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.